6 PAGES 5 CENTIMES — Fondé en 1895

L'Égalité

DE ROUBAIX TOURCOING

6 PAGES 5 CENTIMES — Fondé en 1895

Téléphones : A LILLE N° 1.08 — 22.82 ; A ROUBAIX N° 3.28 ; A LENS N° 0.52 ; A DOUAI N° 412

ABONNEMENTS	3 mois	6 mois	1 an
Nord et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
Autres Départements	5 fr. 50	11 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus sans frais dans tous les Bureaux de poste

NUMÉRO 5 CENTIMES

PUBLICITÉ — Les Annonces et Réclames sont reçues directement aux Bureaux du Journal et dans toutes les Agences de France et de l'Étranger.

Mardi 17 Juin 1913

L'HEURE DES RESPONSABILITÉS

De l'incident provoqué à la séance d'hier par une allusion du citoyen Albert Thomas, il convient de ne retenir que le demi-aveu de M. Barthou, et les explications embarrassées de M. Charles Dumont.

Après les déclarations des deux ministres, il ne fait pas de doute, pour tous ceux qui ont quelque habitude des débats parlementaires, que le président du Conseil et certains de ses collègues ont bel et bien affirmé officieusement, sinon officiellement, que la volonté russe n'était pas étrangère aux instances dont le cabinet Barthou assaille le Parlement pour l'augmentation de la durée du service.

Mais reconnaître une pareille chose est, paraît-il impossible en régime démocratique. Il y a des secrets que le peuple souverain et ses élus doivent ignorer. On a même prétendu que certains membres du ministère sont tenus à l'écart de ces secrets, qui ne sont accessibles qu'au seul président du conseil, au ministre des affaires étrangères et parfois au ministre des finances. Et c'est ce qui fait la valeur et la portée que peuvent revêtir des paroles même énigmatiques, prononcées par ces politiques éminents.

M. Charles Dumont, — que son ardeur de méridional, de radical-socialiste qui cherche à se faire bien venir des modérés, et de ministre content de l'être et désireux de le rester, a certainement entraîné à des imprudences de langage, — a tellement bien senti qu'il était visé par l'allusion directe de Thomas, qu'il a donné dans le panneau et que, comme un morveux qu'il est, il s'est mouché.

De pareilles attitudes ne contribuent pas peu à diminuer l'autorité d'un ministère, et nous sommes convaincus qu'aujourd'hui, au moment où il va demander l'urgence en faveur du projet gouvernemental, c'est-à-dire poser la question sur le fond, d'une manière qu'on peut considérer comme définitive et solennelle, le ministère Barthou ne trouvera dans les urnes que les voix déshonorantes des toupies hollandaises, des modérés, des réactionnaires, des papistes, des monarchistes, bref de tous les éléments hétéroclites qui ont constitué jusqu'alors l'opposition anti-républicaine, et qui sont promus aujourd'hui au rang de majorité gouvernementale.

M. Barthou va se trouver dans le même cas que [illegible] de la période dreyfusarde. L'analogie frappante entre cette époque héroïque et les heures que nous traversons en ce moment, est encore fortifiée — ne trouvez-vous pas ? — par la publication de cet admirable manifeste contre la loi de trois ans, signé des noms les plus respectés de la science, de la littérature et de la politique françaises — que nous avons reproduit dimanche. Sa forme, rendue plus énergique par le danger que court la démocratie, a dû faire battre bien des cœurs républicains, et raviver des souvenirs encore vivaces.

Pour nous, persistant dans une attitude qui a reçu l'approbation de tous les bons citoyens et qui nous vaut, chaque jour, de précieuses félicitations, nous nous ferons un devoir de signaler à l'attention et à la mémoire des électeurs républicains et socialistes, les élus de cette région qui, consolidant le ministère Barthou, voteront en faveur de la mesure de réaction qu'il prétend imposer au pays.

OPINIONS

Le Militarisme et la Terre

Les pacifistes sont déçus, sinon découragés. Rien de ce qui se passe en Europe n'est fait pour embellir leurs illusions. La guerre qui, depuis quarante ans, écartée des peuples aryens, avait pris déjà l'aspect rassurant des choses lointaines devenues incroyables, réapparaît brusquement sur le seuil de la porte. Un empire nouveau, pétri avec du sang, est sorti de ses mains. Les vieilles nations étonnées, ramenées aux réalités brutales de l'histoire, s'arment. Elles s'arment avec ostentation et tintamarre, de pied en cap.

L'Allemagne, sans crier gare, double ses effectifs. La France, à la merci de gouvernements instables, cherche des expédients, hésite et s'interroge, et finira par se décider tout de même. Comme par hasard, de très rigides officiers prussiens, montés sur des avions ou sur de plus rigides indirigeables, tombent du ciel sur la terre française. Le kromprinz se mêle d'écrire, et, dans un livre d'un nationalisme exalté, excite les passions belliqueuses du peuple dont il sera demain le dangereux souverain.

Ici à Paris, en province, partout, on parle de la guerre comme d'une chose naturelle, inévitable et prochaine.

On réclame à la Nation des sacrifices plus lourds que jamais, des millions et des hommes. Le militarisme, que tant d'esprits généreux stigmatisaient et combattaient, s'engraisse et se porte à merveille...

Mais ceux qui vont pâtir le plus de cette recrudescence des efforts militaires, ce sont les paysans. Dans les autres pays de l'Europe, en Allemagne surtout, le mal sera peu sensible, car leur intense peuplement assure aux travaux du sol les bras indispensables.

En France, la situation beaucoup plus grave, mérite la plus extrême attention des sociologues. Notre démocratie rurale a peu d'enthousiasme pour le retour au service de trois ans, non pas qu'elle obéisse à ce sentiment d'égoïsme, cependant très humain, qui fait repousser d'instinct les sacrifices et les abnégations nécessaires, mais parce qu'elle voit plus haut et plus loin.

Deux cent mille hommes de plus, maintenus dans les casernes, c'est trois cent millions perdus pour la richesse publique. L'agriculture subit, dans cette perte, la plus grosse part. Personne ne le conteste. Plaie d'argent n'est pas mortelle, dit-on. C'est juste, mais une chose est pire que l'engloutissement des billets bleus et des louis d'or : c'est l'influence néfaste des villes sur les jeunes cultivateurs devenus soldats. On a cherché bien des causes à la désertion des campagnes. Le service militaire universalisé, appliqué sans exception à tous les citoyens, en est une des plus importantes.

Ce paysan de vingt ans, qui séjourne deux ans, trois ans, dans une ville de garnison, ne tarde pas à se sentir tout entier absent de la terre. La cité brillante l'hypnotise. Sous ses regards étonnés s'étalent les séductions de la rue, les mirages trompeurs du boulevard. Chaque dimanche, chaque jour même, aux heures de loisir, la théorie des tentations recommence ; cela débute au cinéma en passant par le mastroquet, pour finir aux filles faciles... Des prolétaires, ouvriers ou employés, mieux vêtus qu'il ne l'était dans son village, lui apparaissent moins prolétaires.

Ah ! oui, par exemple, il sera prolétaire comme eux, à la condition de ne pas en avoir l'air ! Son rêve deviendra réalité. Il ne touchera plus aux mancherons de la charrue. Il sera concierge, larbin, ouvreur de portières, employé de bureau ou de magasin, n'importe quel genre de pauvre diable enfermé dans une ergastule, mais il ne chantera plus, désormais, dans les banquets rustiques, la vieille chanson de ses pères :

« Nous, paysans, les seuls hommes libres ! » Le métier militaire établit l'intime contact du pays avec la ville. Prolongé d'un an, il ne peut qu'aggraver les conséquences de cet absentéisme redoutable. Ce militaire exacerbé qui puise ses forces dans la terre est cause que la terre agonise. C'est lui qui amène et qui implante la jeunesse rurale dans nos grandes cités, dévoreuses d'énergies. Nos départements se vident effroyablement. Le dernier recensement nous apporte de pénibles constatations. En cinq ans, le Puy-de-Dôme perd 23.000 de ses enfants, l'Aveyron 13.000, l'Ardèche 20.000. Dans le même temps, Lyon gagne 22.000 habitants, Marseille 30.000, Lille 42.000 et Paris 125.000 ; et il en est ainsi des autres agglomérations urbaines. Plus de six millions d'hectares de terres sont incultes, et ce désert ne fait qu'augmenter.

On nous assure qu'il faut défendre la Nation, courir au plus pressé. C'est vrai. Mais, quand le dernier des laboureurs sera soldat, et que ce soldat ne voudra plus redevenir laboureur, la Nation sera perdue irrémédiablement.

Les peuples mégacéphales, aux capitales énormes, aux cités pléthoriques, sont condamnés à mourir !

H. ROUX-COSTADAU,
Député de la Drôme.

CHOSES ET AUTRES

Bethsabée

On a vendu un Rembrandt un million. Comme après Rembrandt, personne n'a plus fait de Rembrandts et comme on n'en fera probablement jamais plus, disons, au risque de nous faire traiter de fou, qu'un Rembrandt payé un million n'est pas payé trop cher. Considérons, d'ailleurs, que personne n'est obligé d'acheter des Rembrandts et que ce qui est scandaleux, ce n'est pas que les tableaux de l'incomparable magicien du clair-obscur coûtent les yeux de la tête ; mais bien, par exemple :

Que le sucre, denrée de première nécessité, soit au cours de 70-75 centimes, alors qu'on l'a dégrevé pour qu'il ne fût plus payé par les ménagères que 60 et même 50 centimes le kilo ;

Que, dans les grandes agglomérations, le prix des loyers (et l'homme, hélas ! comme la bête a besoin d'un gîte), augmente parfois du quart et même du tiers, c'est-à-dire dans une proportion tout à fait insolite, si l'on prend pour base d'appréciation l'augmentation générale du prix de la vie.

Remarquez, d'ailleurs, combien les hommes sont peu logiques. Ils trouvent tout naturel que certaines valeurs achetées par leurs pères 500 ou 1.000 francs, cotent aujourd'hui 30, 40 et même 50.000 francs. Ils ne trouvent pas exorbitant de vendre 1.000 et 2.000 fr. le mètre carré des terrains qu'ils ont eus, il y a cinquante ans, pour 4 ou 6 francs. Il n'y a que le prix magnifique de certains tableaux qui les trouble, les alarme et les scandalise. Que Carpentier, boxeur aux muscles d'acier, gagne 20.000 écus par an et mène train de prince, cela leur paraît tout naturel et ils admettent fort bien qu'un financier, cet après-midi, par le moyen d'une simple option, réalise à la Bourse un bénéfice de 10.000 louis. Mais que la toile peinte puisse atteindre des prix quasi-fabuleux ! Est-ce que cela ne passe pas les limites de la fantaisie et même de l'absurde !

Ils le prétendent. Et leur indignation se nuance d'un peu de pitié :

— Ce qui est triste, disent-ils, c'est de penser que les artistes ont vendu pour un morceau de pain, un chef-d'œuvre que les amateurs couvrent d'or aujourd'hui.

Bons petits cœurs ! Cœurs délicats ! Ils sont touchants. Mais ils me font rire. Croient-ils donc par exemple que le mineur qui a contribué à la prospérité d'Anzin ait bénéficié de la plus-value de la mine dans une mesure plus équitable que Rembrandt de la plus-value de sa « Bethsabée » ?

GRIFF.

CHRONIQUE

Reine Janvier

Un dimanche du mois dernier, je flânais le long des quais, à hauteur de l'esplanade des Invalides, par un de ces temps indécis et tièdes qui prédisposent à la mélancolie. Une brise très douce caressait la Seine, et des soldats erraient sans but, en gants blancs. Soudain, un homme de trente à trente-cinq ans me croisa, marchant à petits pas mesurés comme un convalescent recueilli qui boit du soleil. Il leva la tête, mes yeux heurtèrent les siens, et poussant tous les deux à la fois un même cri de stupéfaction, nous nous arrêtâmes quelques secondes, immobiles, cloués sur place. Puis, un élan nous jeta aussitôt dans les bras l'un de l'autre, étroitement enlacés, trop émus pour dire un seul mot, comme des parents qui se retrouvent après une longue séparation. C'était Paul Jurieux, mon plus cher ami d'enfance, perdu de vue depuis la quartier Latin et la sortie de l'école. Nous nous étions chéris comme deux frères, et je sentis, au trouble qui m'envahit en cette minute, que le temps avait glissé à côté de mon affection, la laissant aussi intacte et aussi vive qu'aux jours déjà lointains de ma jeunesse. Des souvenirs m'affluèrent au cœur, nos causeries les soirs d'été, nos projets confiants, nos rêves ambitieux sous les étoiles... toute la défroque sentimentale du passé.

Peut-être lui faisais-je le même effet, mais il me paraissait changé, les tempes creuses, le visage déjà flétri. Après que nous eûmes balbutié plusieurs phrases banales, en proie à une gêne passagère, comme il arrive quand on a mille choses à se dire et qu'on ne sait par laquelle commencer, je l'interrogeai : — Que deviens-tu ? raconte-moi.

Il me répondit : — Mais je vieillis.

Je repris, en avant l'air de chercher dans ma tête : — Qui donc m'assurait dernièrement que tu habitais la province ?

A ces mots, il tressaillit, et, me fixant de ses yeux effarés : — La province... Allons, on n'y va pas par quatre chemins avec moi ! tu sais tout.

Je jouai l'étonnement : — Que veux-tu dire ?

Il répéta : — Tu sais tout.

— Mais je te jure...

M'interrompant avec vivacité, presque avec colère : — Ose m'affirmer en face que tu ne connais pas la liaison qui me tient éloigné de Paris depuis dix ans. Je t'en défie.

Devant mon silence, il continua : — Tu vois bien, tu n'oses pas. Tous ceux qui m'ont seulement un peu fréquenté autrefois savent ce roman-là sur le bout des doigts, crois-tu que je l'ignore ? Aujourd'hui, je suis étiqueté, classé. Quand on laisse tomber mon nom dans un groupe, il se trouve toujours là, [illegible] pour le ramasser et répondre avec un sourire de mépris : « Jurieux ? je peux vous renseigner, il est au fond de la Bretagne, dans les bras de Reine Janvier, qui s'est amourachée de lui sur son déclin, car elle n'est plus jeune, Reine ! » Il se tut, la gorge étranglée, les paupières gonflées de larmes prêtes à jaillir. Cette incompréhensible passion éclatait avec une sincérité si violente que j'en fus profondément remué.

— Comment, mon pauvre ami, lui demandai-je, tout ce que tu me dis là est vrai ?

— L'absolue vérité.

Je le pressai de questions. D'où venait cet égarement de ses sens et de son cœur ? [illegible] Reine avait été d'une beauté triomphante, elle avait sans doute laissé derrière elle, dans l'histoire de la galanterie, un long et glorieux chapitre. Mais, qu'allait-il faire aux pieds de cette douairière du demi-monde, lui abandonnant sans compter les plus vaillantes années de sa vie ? Il se perdait.

A chacun de mes reproches, il [illegible] d'un air douloureusement résigné [illegible] murant :

— Oui, tu as raison, je ne te dis pas...

— Mais, cependant, lui déclarai-je, il faudra bien que tu la quittes, un jour ou l'autre.

Il répondit avec [illegible] :

— Jamais.

Je me sentais irrité contre lui :

— Tu l'aimes donc bien ?

— Oh ! fit-il en portant les deux mains à son cœur.

Je m'exclamai :

— Qu'a-t-elle fait pour que tu l'aimes à ce point ?

S'arrêtant, pâle comme un mort [illegible]

— Ne continue pas, Henri, supplia-t-il, si tu savais ! Si tu pouvais savoir !

Et, difficilement, presque dans mes bras [illegible]

— Je vais tout t'avouer, penche-toi, que je te parle.

Je me penchai, sa bouche effleura mon oreille, il prononça tout bas :

— C'est ma mère.

Je tombai près de lui sur un banc, et nous restâmes en silence, longtemps, honteux l'un en face de l'autre, comme assommés sous la honte de cette révélation.

— Oui, reprit-il enfin, c'est ma mère, ma propre mère. Tu connais le secret de mon âme et je suis assuré d'avance que ton affection ne le trahira pas. J'ai beaucoup souffert ; à présent, je souffre moins ; avant peu, je l'espère, je ne souffrirai plus du tout, car, depuis deux ou trois mois, je sens que je ne vais pas bien... Ah ! je me rappelle, je me rappelle avec épouvante... J'ai été élevé à la maison paternelle jusqu'à l'âge de dix ans ; puis on me mit au collège, où je te vis, mon pauvre vieux, et où commença notre amitié. Vers cette époque, un jour de novembre, mon père, qui n'avait pas ouvert la bouche de la soirée, nous réunit tous les trois après le dîner dans son cabinet, ma sœur aînée, mon frère et moi. Il se leva, et, d'une voix glacée : « Votre mère n'a pas paru à table tout à l'heure parce qu'elle n'est plus ici. Elle ne viendra pas demain, ni après-demain, ni les jours suivants. Elle est partie pour un grand voyage... Vous ne la reverrez peut-être pas de sitôt, elle est très loin... Allez, mes enfants. » Et il nous congédia d'un geste.

Les mois s'écoulèrent, puis les années. Nous pleurions souvent en pensant à elle, mon père aussi ; mais on en parlait rarement. Je grandis ; son image s'effaçait peu à peu. Un matin, je trouvai des vêtements noirs étalés au pied de mon lit, sur une chaise, et l'on m'apprit qu'elle était morte à l'étranger, enterrée là-bas dans des pays où on ne pouvait que difficilement aller. A dater de cet instant, je ne doutai point qu'elle ne fût vivante et je me détraquai l'esprit, cherchant à percer le mystère de sa disparition. Mon père, que j'interrogeai nettement à ce sujet, refusa de m'éclairer, et une fois que j'insistai il s'emporta, pris d'un terrible accès de fureur.

Vers la cinquantaine, une fièvre typhoïde le terrassa en quelques heures ; l'année suivante, ma sœur mariée en province, mourut en couches, et mon frère se faisait tuer à [illegible]. Je restai seul.

Dans son testament, mon père [illegible] un mot de sa femme. Alors, [illegible] que le dégoût de vivre, je me mis [illegible] temps, à la recherche de [illegible] soupçonnais coupable de quelque faute, d'une faute grave, effrayante sans doute, qui la contraignait à mener une existence cachée, morte aux yeux de tous, étrangère aux joies et aux tristesses de la famille. Après bien de vaines tentatives [illegible] me, s'exagérant sa honte [illegible] che, je finis par tout savoir [illegible] ment, jeune encore et belle [illegible] misérable, elle nous avait [illegible] un coup de folie, et comment [illegible] Reine Janvier avait étonné Paris et Londres [illegible]

Ah ! mon ami [illegible] des heures d'agonie [illegible] quelles j'ai passé. C'est [illegible] demande, quand j'y pense [illegible] Mais écoute-moi [illegible] je retrouvais une vieille femme [illegible] mains déjà tremblantes [illegible] Par un naturel et touchant [illegible] parut ainsi plus digne de mon [illegible] ment désarmé, j'étais [illegible] donner ce passé que je sentais [illegible] n'étais plus la même [illegible] qui te semblera singulier [illegible] gardant [illegible] d'une minute, un mauvais souvenir [illegible] force à rougir ou à me détourner [illegible] je la vois vieille [illegible] belle maman avec [illegible] au cœur. Alors, [illegible] du, donné cet argent aux pauvres [illegible] dans un petit coin [illegible]

[illegible]

J'habite donc près de la chère femme depuis une huitaine d'années. Elle n'a plus que moi, je n'ai plus qu'elle. [illegible] pas de lui rien reprocher, ses pleurs ont lavé ses fautes, et d'ailleurs, les fils peuvent bien avoir pour les mères l'indulgence et le pardon qu'elles-mêmes ont sans réserve pour leurs fautes les plus dégradantes. Voilà, mon pauvre cher ami, l'histoire de ma liaison avec Reine Janvier. Tu penses maintenant si j'ai raison d'affirmer qu'elle durera jusqu'à la mort. »

J'étais trop saisi pour lui répondre [illegible] pensée, mais je pus néanmoins [illegible] serrer les deux mains et je lui déclarai : — Tu es un [illegible]

Henri LAVEDAN.

ÉCHOS

MARIAGES DE RAISON

[illegible]

SEVICE GRAVE

[illegible]

LA GUERRE EST DIVINE

[illegible] Ernest Psichari [illegible] de l'Appel du soldat [illegible] et du Temps [illegible]

C'est que ce descendant [illegible] une âme de guerrier qui ne voit guère dans le militarisme que de la grandeur — contrairement à son maître Vigny, qui percevait si lucidement la servitude du triste métier des armes.

Ernest Psichari fait dire à un des héros [illegible] : « La guerre est divine » et il ajoute : « Il s'apercevait que vraiment de toutes les choses divines qui nous restent, celle-là est la plus divine, la plus marquée du sceau divin. Et elle est la plus inaccessible dans son essence, et aussi elle est la plus voisine des puissances cachées qui nous mènent ».

La guerre est divine ! Que penserait, de son rejeton, l'auteur de la Vie de Jésus, qui s'effarait si drôlement à l'idée que son grade dans la Légion d'Honneur lui vaudrait du canon à ses obsèques.

ON NE MEURT PAS D'AMOUR

Il paraît qu'on ne meurt pas d'amour. La grande passion sert, au contraire, — ainsi en a décrété la Science, — à mieux se porter.

Cette admirable découverte du professeur américain Halkins part d'une remarque banale : les amoureux, en général, mangent peu. On savait cela, mais personne n'avait encore songé à peser et à mensurer l'amour. Le professeur a pris deux sujets : un amoureux et un « témoin » au cœur froid. Il a constaté que chez le premier les aliments s'assimilent mieux et dégagent un nombre plus grand de calories ; donc, à régime égal, l'amoureux engraisse.

Ainsi donc, Mesdemoiselles, s'il entre dans votre maison un soupirant obèse, vous saurez que la flèche de Cupidon l'a atteint.

Les « trois ans » devant la Chambre

Albert Thomas envisage la question au point de vue des conséquences économiques et combat énergiquement le projet.

Les armements français et les exigences de l'Alliance Russe : M. Ch. Dumont sur la sellette.

M. Etienne à la tribune. - Le Ministre de la Guerre se borne à invoquer des nécessités qu'il n'explique pas. - Néanmoins, la clôture de la discussion générale, malgré les protestations socialistes, est prononcée par 435 voix contre 125.

(De notre envoyé spécial)

[illegible]

Enfin, par les explications qu'il a obligé M. Barthou à fournir à la Chambre, Thomas a [illegible]

[illegible]

Les répercussions économiques

[illegible]

Albert THOMAS. — [illegible]

[illegible]

M. MEQUILLET. — Cela n'empêche pas que tout le département de Meurthe-et-Moselle est partisan du service de 3 ans.

Albert THOMAS. — C'est le général Maitrot qui a signalé le danger de la présence d'un élément étranger trop considérable à l'extrême frontière.

Il s'agit de trouver une solution qui concilie les nécessités militaires avec les nécessités économiques du pays.

Si le service de 3 ans est voté, il y aura 200.000 jeunes gens tenus chaque année en dehors de l'agriculture et du commerce.

Et comme M. Pugliesi-Conti essaye de créer une équivoque à propos de la main-d'œuvre étrangère, Albert Thomas réplique :

Albert THOMAS. — En tout temps j'ai défendu la question de la main d'œuvre nationale et du reste, ce n'est pas moi qui parle (c'est M. Touron. — Il s'adresse à la droite et au centre) un de vos amis, qui disait ceci :

« Nous sommes également battus par le nombre sur le terrain économique et s'il faut servir plus longtemps à la caserne, il faudra aussi travailler plus longtemps aux champs et à l'atelier. Dans le département du Nord on estime qu'on pourrait employer 100.000 ouvriers de plus avec la loi de trois ans qui enlèvera à la main d'œuvre 200.000 travailleurs ; il faudra faire onze heures, douze heures de travail par jour et ce sera insuffisant ».

[illegible] la Seine continue en affirmant [illegible] sur la natalité et [illegible] Il termine cette [illegible] par ces mots applaudis [illegible]

[illegible] point de vue [illegible] au point [illegible] par votre [illegible] dans une in[illegible]

[illegible] c'est notre vie économique compromise ou c'est le projet même [illegible] (Applaudissements à gauche).

Organisons d'abord l'armée

[illegible] Thomas se défend ensuite d'être un technicien militaire mais il constate, après avoir suivi avec une attention passionnée la discussion en cours, que les raisons fournies en faveur des trois ans [illegible] l'organisation de l'armée et [illegible] du service. Et il cite successivement [illegible] rapporteur, M. Raiberti, [illegible] des trois ans, qui déclarent [illegible] organisation nouvelle [illegible]

[illegible] THOMAS. — Voilà une organisation [illegible] indispensable, et [illegible] chose [illegible] 1905 et ceux [illegible] nécessaire [illegible] lendemain [illegible] organisation [illegible] ont habitué [illegible] des erreurs qui m'inspirent [illegible]

[illegible] techniciens, qui sont [illegible] ont déjà raisonné [illegible] dix heures et l'événement [illegible] tort.

[illegible] même, parlant de l'état [illegible] par les services techniques [illegible] ils le seraient encore si [illegible] de trois ans.

Le coût du service de trois ans

[illegible] cette première partie de [illegible] le député de la Seine examine [illegible] financière en disant :

Albert THOMAS. — 540 millions de frais [illegible] premier établissement, plus 140 millions [illegible] Mais à côté de cela il y a les œuvres vives de l'armée, les véritables œuvres d'organisation de la défense nationale [illegible] corps des officiers, à l'administration et surtout aux réserves.

Vous voulez les faire sans doute, mais lorsque vous aurez épuisé le pays (applaudissements à gauche), comment lui demanderez-vous cet effort nouveau ? C'est pour cela que les services techniques ont eu tort d'apporter un projet de prolongation du service. (Applaudissements à l'extrême gauche et à gauche.)

L'orateur regrette qu'on ait agité le fantôme de l'attaque brusquée en créant une équivoque à ce sujet. Il rappelle les discours de M. Augagneur, du général Pédoya, qui ont démontré qu'on pouvait répondre à cette attaque sans avoir recours au service de trois ans.

« Et il faudra bien que l'on discute ces chiffres », ajoute-t-il, aux applaudissements des gauches.

Le côté politique

Albert Thomas examine ensuite la question politique.

Albert THOMAS. — Le service de trois ans était-il dans l'air ? Non. Et ce fût une surprise profonde lorsqu'une note du journal le « Temps » lança cette idée. »

Et il cite un article de M. de Mun, pour la veille, qui réclamait le service de trois ans « pour la cavalerie », mais ne parlait pas du service de trois ans général, qu'il déclarait difficilement applicable, tout en se déclarant partisan du service de cinq ans.

UNE VOIX A DROITE. — Pas pour tout le monde.

Albert THOMAS. — Je retiens l'interruption. Ainsi, à la date du 17 février, les partisans résolus de l'augmentation de la durée du service, comme vous, qui connaissaient l'énormité des augmentations d'effectifs allemands, ne songeaient pas à réclamer le service de 3 ans.

M. DE MUN. — Cette initiative ne pouvait venir que du gouvernement.

Albert THOMAS. — C'est ce que je disais et je constate que le 17 février le gouvernement s'est lancé dans l'idée des trois ans et c'est seulement « après » qu'il a consulté le conseil supérieur de la guerre. (Vifs applaudissements à gauche.)